



QU'EST-CE QUE

LA FRANCE INSOUMISE ?

CLÉMENCE GUETTÉ - MANUEL BOMPARD



La France insoumise, en tant qu'acteur politique, est un objet nouveau, en constante mutation. La question « Qu'est-ce que la France insoumise ? » se pose donc. Pour y répondre, nous reviendrons d'abord à la genèse de la France insoumise, et aux fondements théoriques qui ont présidé à sa naissance. Ces éléments nous permettront ensuite de comprendre son évolution depuis sa création jusqu'à son organisation actuelle arrêtée par l'Assemblée représentative du 10 décembre 2022. Enfin, nous verrons comment la France insoumise s'est structurée autour d'un programme, pour être utile à la mise en œuvre d'une stratégie : la révolution citoyenne.

Clémence Guetté, Manuel Bompard — août 2023





SOMMAIRE

I	Pourquoi la France insoumise ?	4
	1. Histoire de l'émergence de la France insoumise	4
	2. Théorie de la forme mouvement de la France insoumise	8
II	La France insoumise : comment ?	11
	1. Les groupes d'action et groupes thématiques : cellules de base de la France insoumise ...	11
	2. Les espaces du mouvement	13
III	La France insoumise : pour quoi faire ?	14
	1. Le programme : clef de voûte de la France insoumise	14
	2. Un mouvement au service d'une stratégie : la révolution citoyenne	16





POURQUOI LA FRANCE INSOUMISE ?

1 . Histoire de l'émergence de la France insoumise

La France insoumise est la traduction d'une longue réflexion sur l'évolution de la gauche en Europe et dans le monde depuis le début des années 1990 jusqu'à la fin des années 2000. **À cette époque, la gauche est confrontée à deux impasses** : l'impasse du communisme d'État et l'impasse de la social-démocratie européenne. Celle-ci a notamment fait l'objet d'un livre de Jean-Luc Mélenchon, *En quête de gauche* (2007). Dans cet ouvrage, Jean-Luc Mélenchon analyse l'évolution des partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe au cours du XXe siècle. Il en arrive à la conclusion que **les partis sociaux-démocrates reposaient sur la possibilité de compromis entre le patronat et le salariat dans le cadre d'un régime capitaliste national**. Or, avec la mondialisation néolibérale, le capitalisme a changé de forme : de national il est devenu transnational. **Cette évolution rend caduque la possibilité de compromis négociés par les partis sociaux-démocrates** entre le salariat et le patronat, puisque désormais celui-ci ne se situe plus dans un seul État. Confrontés à l'impossibilité de perpétuer ce qui faisait leur fondement historique, **les partis sociaux-démocrates ont progressivement muté au cours de la période concernée**, les années 1990 et 2000, pour devenir des partis démocrates, dont les exemples internationaux paradigmatiques sont les Démocrates états-uniens et le Parti démocrate italien.

Sous l'effet de cette mutation, **les partis sociaux-démocrates renoncent à toute perspective de rupture avec le capitalisme** et de transformation en profondeur de la société. Ils deviennent des partis d'accompagnement du système capitaliste, des hôpitaux de campagne, essayant de corriger à la marge les dégâts sociaux et environnementaux engendrés par le capitalisme. À cette impasse née de l'évolution des rapports sociaux dans le capitalisme s'ajoute une obsolescence fondamentale du modèle lui-même. La social-démocratie fonde son réformisme sur un partage progressif et inégalitaire de la richesse produite en faveur du travail. **Un tel modèle suppose une croissance sans fin dans un monde aux ressources nécessairement limitées.** D'une part, c'est une impossibilité, d'autre part, c'est un productivisme dangereux dans le contexte du changement climatique. Sur le plan stratégique, s'attaquer aux flux sans toucher au stock signifie que **le capital garde en main sur le rapport de force dont il dispose**, dans la période où le changement de politique a été décidé.

Au sein de la grande famille des partis sociaux-démocrates, le Parti socialiste (PS) français a longtemps été singulier. Cela s'expliquait par le poids de l'histoire de la Révolution française et de la Commune de Paris, mais également par **le refus du syndicalisme français, sous l'influence des anarchistes au moment de son émergence, de s'affilier à des partis et formations politiques.** Ce choix s'est matérialisé par la Charte d'Amiens de 1906. Le but affiché par ce refus était de protéger l'unité de la classe ouvrière en vue de la grève générale révolutionnaire. Ainsi, contrairement à ses homologues dans la majorité des pays européens, notamment l'Allemagne et la Grande-Bretagne, le PS n'a jamais eu un lien organique avec les syndicats. Cette singularité du PS était reflétée dans son nom : il se disait « socialiste », là où tous les autres partis équivalents se disaient « sociaux-démocrates », à l'image du parti social-démocrate (SPD) allemand.

Néanmoins, le PS n'a pas échappé à la tendance lourde qui a affecté l'ensemble des partis sociaux-démocrates en Europe : **de socialiste il est devenu démocrate, sans jamais être véritablement passé par la phase sociale-démocrate.** En tant que Premier secrétaire du PS entre 1997 et 2008, François Hollande a été le grand organisateur de cette mue idéologique. Il l'avait proposée dès 1984 dans une tribune parue dans *Le Monde* et intitulée « *Pour être modernes soyons démocrates !* » Son quinquennat présidentiel fut l'aboutissement paroxystique de ce manifeste.

Néanmoins, partout en Europe, émergent des forces politiques qui font un même constat. Face à la double impasse du communisme d'État et de la transformation de la social-démocratie, il faut que survienne en son sein une rupture afin de pouvoir constituer une nouvelle force politique. Elle devra constituer un bloc en mesure de disputer la direction de la gauche et, ainsi, **ancrer le centre de gravité de cette dernière dans un programme de rupture avec le capitalisme**. C'est ce que nos camarades espagnols appellent le *sorpasso* (dépassement). En Allemagne, ce choix stratégique a donné le parti *Die Linke* ; en Grèce, *Syriza* ; en France, cela a donné le Parti de gauche (PG). Fondé en 2008, **le PG a poursuivi la stratégie de la construction d'un bloc de rupture** matérialisée par la formation du « *Front de gauche* » signée entre le Parti communiste français (PCF) et le PG. Le Front de gauche permet la présentation de listes communes aux élections européennes en 2009, puis (en dépit des oppositions locales de certaines sections du PCF) la présentation de listes communes aux élections régionales de 2010, et enfin la candidature commune de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012. Si cette première campagne de Jean-Luc Mélenchon ne nous permet pas de réaliser le *sorpasso*, **elle nous permet néanmoins de franchir le seuil hautement symbolique des 10%**. Après les élections législatives de 2012, deux lignes s'affrontent quant au devenir du Front de gauche : celle, portée le PG, d'un approfondissement du Front de gauche par la mise en place d'une structuration locale et la formation d'un nouvel objet politique commun ; celle, portée par le PCF, d'un refus de faire du Front de gauche autre chose qu'un accord électoral. **Cette divergence de vue va se traduire par l'impossibilité de se présenter sous une bannière unie aux élections municipales de 2014**. Le PCF fait alors le choix de constituer de manière privilégiée des listes avec le PS, mettant ainsi en danger l'objectif central du Front de gauche, à savoir la victoire à gauche d'une ligne de rupture avec le capitalisme. Dès lors, le Front de gauche enchaîne les réalisations médiocres à toutes les échéances électorales suivantes, à commencer par les élections européennes de 2014. Pour finir, le PCF accepte la participation à une primaire de la gauche proposée par le PS, Europe Écologie-Les Verts (EELV) et diverses personnalités et médias de centre gauche et centre droit. **Pour surmonter cet enlisement dans le retour à la vieille alliance sans programme de rupture, la décision est prise de constituer la France insoumise.**

« Il faut qu'intervienne en Europe
une rupture afin de pouvoir
constituer une nouvelle force politique. »»

Le lancement de la France insoumise intervient à l'occasion de **la déclaration de candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, c'est-à-dire en février 2016**. À ce moment-là, la décision de constituer un nouvel objet politique n'est pas encore définitivement arrêtée. Quelques premiers jalons organisationnels avaient déjà été posés l'année précédente avec la création du « *Mouvement pour la 6ème République* », cadre hors parti et ouvert à tous. Le pari stratégique qui est alors fait est celui d'une candidature **libérée des appareils de parti existants, afin de fédérer toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le programme proposé, peu importe leur parcours militant individuel**, de constituer des groupes de soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon et de **devenir ainsi les acteurs de cette campagne**, et non pas seulement des spectateurs de cette dernière. La campagne ne s'appelait d'ailleurs pas encore « *la France insoumise* » ; le slogan présent sur le site de campagne jlm2017.fr était « *la France insoumise, le peuple souverain* ». C'est au fil de la campagne, à mesure que les personnes appuyant la candidature de Jean-Luc Mélenchon de leur signature se revendiquaient « *insoumises* », que **la France insoumise est devenue un objet politique en soi**.

Après le résultat historique de Jean-Luc Mélenchon (19,58%) à l'élection présidentielle, cet objet politique est prolongé à l'occasion des élections législatives de 2017, avec l'élection de 17 député-es, et la constitution du premier groupe parlementaire « *La France insoumise* ». **Sa composition politique reflète la diversité des recrutements permise par la méthode de la campagne présidentielle**. Le groupe compte des membres du Parti de Gauche, du groupe néo-trotskiste Ensemble !, de Picardie debout, du PCF, du Parti humaniste, de Résistance Égalité 974, et des militants sans affiliation de parti. Le travail mené par le groupe parlementaire va poser les jalons de la campagne présidentielle de 2022. Cette campagne intervient dans un contexte d'extrême division de la gauche, en général, et d'attaques permanentes contre la France insoumise, visant à la mettre de côté, à la marginaliser, à refermer la parenthèse ouverte par le résultat de 2017. Dans le même temps, s'impose le constat d'une aspiration à ne pas enfermer la formule d'action dans une structure d'apparence partidaire. **Bref, il faut encore aller au-delà de la France insoumise et rassembler de façon ouverte**. Ainsi, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est rendue elle-même tributaire d'une investiture populaire. C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon soumet sa candidature à l'élection présidentielle à la condition du recueil de 150 000 parrainages citoyens, qu'il obtient en 4 jours.

Cette aspiration donnera naissance à l'Union populaire, puis au Parlement de l'Union populaire qui permettra le regroupement de personnalités issues des syndicats, des ONG, de l'université, du monde de l'art et de la culture au niveau national, et aux comités d'appui qui fédéreront localement les personnes soutenant la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Le résultat de 2022 (21,95%) amplifie et confirme celui de 2017, ainsi que le *sorpasso* : le centre-gauche social-démocrate, avec le PS et EELV, totalise moins de 7 % et est très largement dominé par le bloc populaire. **Dès lors, peut se réaliser le rassemblement des forces de gauche autour d'un programme de rupture avec le capitalisme : la Nouvelle union populaire, écologique et sociale (NUPES).**

2 . Théorie de la forme mouvement de la France insoumise

Cette brève histoire de l'émergence de la France insoumise permet de comprendre les raisons qui ont présidé au choix de constituer cette dernière **en tant que mouvement, et non en tant que parti politique**. Définir la France insoumise en tant que mouvement n'est pas un simple artifice langagier. Cela n'est pas non plus porter une appréciation négative sur les partis politiques ; des partis politiques sont d'ailleurs intégrés et associés à la France insoumise, comme le Parti de Gauche, les Communistes insoumis, la Révolution écologique pour le vivant (REV), le Parti ouvrier indépendant (POI), la Gauche écosocialiste ou Picardie Debout. La volonté de définir la France insoumise comme un mouvement procède de la réflexion théorique entreprise par Jean-Luc Mélenchon dans *L'Ère du peuple* (2014). **La question de la forme de l'organisation ne peut être séparée de la définition de la catégorie sociale qu'elle entend représenter.** Partant du constat de l'urbanisation mondiale, de l'accroissement démographique exponentiel, du développement croissant des réseaux, et de la transformation du capitalisme industriel en un capitalisme financiarisé, *L'Ère du peuple* identifie l'émergence d'un acteur politique nouveau : le peuple. En effet, **la financiarisation du capitalisme et la globalisation qui l'a accompagnée ont complètement transformé les modalités de la lutte de classes.** En démantelant les grands ensembles industriels, le capitalisme financiarisé s'est attaqué à l'infrastructure matérielle de la conscience de classe ouvrière. Cela a été renforcé par le développement de la sous-traitance généralisée, de l'auto-entreprenariat et de l'ubérisation. Si la classe ouvrière existe toujours, les conditions de formation de sa conscience de classe ont radicalement changé. **L'acteur politique qui apparaît central dans cette nouvelle phase du capitalisme, c'est donc le peuple,** qui n'efface pas le prolétariat mais l'englobe.

Le peuple ne se définit pas que par sa position dans les rapports de production, par son salariat, **mais par les conditions de son accès et sa dépendance aux réseaux indispensables à la vie sociale** (eau, nourriture, transport, électricité, internet, etc.). Le constat de l'émergence du peuple comme acteur politique fait que se pose la question de la forme politique qui correspond aux besoins de son action.

Le parti, après de longs débats et la cohabitation de diverses formes d'organisation, a été la forme politique reconnue comme la plus adaptée historiquement au prolétariat. Le pari stratégique fait par la France insoumise est que **le mouvement est la forme politique la plus adaptée au peuple**. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

Premièrement, que contrairement au parti, le mouvement doit avoir des bords flous et une organisation souple, afin d'assurer la porosité la plus large possible entre la vie interne du mouvement et le reste de la société. Il faut que quand le peuple respire, le mouvement respire avec lui ; que **quand le peuple s'anime, le mouvement s'anime avec lui**.

Deuxièmement, et conséquence logique du point précédent, **le mouvement ne peut pas avoir une organisation interne rigide**, au sein de laquelle on doit s'encarter, avec des réunions de section tard le soir, toutes les semaines. Au contraire, **le mouvement doit reposer sur une inscription simple sur une plateforme, avec une très grande marge laissée à l'auto-organisation**, afin que chacun puisse s'organiser comme il l'entend et avec qui il l'entend par la constitution de groupes d'action. Cela découle du fait que le mouvement ne souhaite pas être constitué uniquement d'ouvriers et de salariés essentiellement masculins, mais **permettre la participation de femmes, des travailleur·ses ubérisé·es, d'étudiant·es, de chômeurs**, dont les possibilités d'engagements rendent caduques les modalités d'engagement partidaires mais permettent d'inventer de multiples autres possibilités. Le rapport au temps est ici essentiel : le parti est synonyme d'une longue procédure d'adhésion, de réunions contraintes régulières, plus ou moins espacées ; **le mouvement permet l'action politique immédiate, à partir d'un simple clic sur une plateforme numérique**. Cette souplesse n'implique pas une absence de règles. Ainsi, le mouvement la France insoumise s'appuie sur des principes, les groupes d'action sur une charte : **les conflits de personnes, les propos ou les comportements violents, sexistes, racistes, antisémites ou LGBTphobes y sont bannis**.

Troisièmement, découlant du point précédent, **le mouvement doit inventer de nouvelles modalités de décision**. Le parti implique des courants, qui créent de la fragmentation, quand **le mouvement implique à tous les échelons la recherche du consentement, qui crée de l'inclusion**. Cette modalité de décision est souvent incomprise, voire caricaturée par celles et ceux qui sont attachés à la forme parti. Contrairement à ce qui lui est parfois reprochée, elle n'est pas synonyme d'absence de démocratie : au contraire, **le mouvement doit continuellement créer de la porosité, de la circulation, du consensus**. Elle rend nécessaire la convocation et l'expression des points de vue contraires, puis la discussion et la décision. C'est dans cet esprit que sont consultés à intervalles réguliers les membres de la France insoumise quant à ses orientations et campagnes.

Quatrièmement, et corollaire de la nécessité d'avoir un mouvement en symbiose avec la société, **le mouvement rompt avec l'idée d'être un « parti d'avant-garde »** : il n'a pas vocation à insuffler une conscience au peuple, à le diriger ; **le mouvement a vocation à être au service de l'auto-organisation du peuple en tant que peuple révolutionnaire**. Ce projet est résumé par une formule : le mouvement ne crée pas un parti révolutionnaire. **Il aide à la naissance d'un peuple révolutionnaire**.

Le choix de doter la France insoumise d'une forme mouvement est l'aboutissement d'un contexte historique et d'une réflexion théorique. Ce choix est en réalité relativement unique au niveau international. La France insoumise a ouvert le chemin à d'autres, mais par conséquent elle ne dispose pas de modèle, de solutions toutes faites prêtes à être importées et transposées en France. C'est pourquoi **la France insoumise a toujours assumé être un mouvement en évolution permanente, ayant vocation à être constamment remodelé en fonction des circonstances, des réussites ou des échecs de ses initiatives**. La seule boussole de la France insoumise est d'être l'outil le plus efficace pour la mise en œuvre de la stratégie qui est la sienne. L'outil a donc beaucoup changé depuis sa création.

« **Le mouvement doit continuellement créer de la porosité, de la circulation, du consensus.** » »



LA FRANCE INSOUMISE : COMMENT ?

1 . Les groupes d'action et groupes thématiques : cellules de base de la France insoumise

La France insoumise, ce sont d'abord et avant tout ses **4000 groupes d'action**, dont près de **2000 ont accepté de se soumettre aux conditions d'une certification plus exigeante**¹. Les groupes d'action existent depuis la création de la France insoumise. Ils peuvent être constitués sur une base géographique ou professionnelle. Il y a ainsi des groupes d'action locaux constitués à l'échelle d'un territoire réduit (quartier, village ou petite ville, canton) ; des groupes d'action professionnels au sein d'une même branche professionnelle ; des groupes d'action lycéens et étudiants au sein d'un même lieu d'étude. **L'immense majorité des groupes d'action sont des groupes d'action locaux.**

Durant la première phase d'existence de la France insoumise (2017-2022), il a également existé des groupes d'action thématiques ou fonctionnels et qui avaient vocation à regrouper des militants souhaitant travailler ensemble sur un sujet précis ou une problématique particulière. Leur émergence répondait notamment à ce qui était alors une coordination moindre entre les groupes d'action d'un même territoire, que ce soit une ville ou un département. L'existence de ces groupes d'action fonctionnels

1. La certification des groupes d'action suppose le respect de critères préalables (avoir un binôme d'animation paritaire ; avoir effectué au moins 3 actions de terrains (porte-à-porte, diffusion de tracts, caravane populaire...) dans les 2 derniers mois ; avoir au moins 1 mois d'existence ; avoir au moins 3 membres actifs ; les animateur-rices ne doivent pas animer d'autres groupes d'action certifiés), et ouvre le droit à des moyens d'action supplémentaires (un code promotionnel mensuel qui donne droit à la commande gratuite de matériel ainsi qu'à la prise en charge des frais de livraison ; la possibilité d'un fléchage des dons).

a été rendue caduque par la création des boucles départementales par l'Assemblée représentative du 10 décembre 2022. **Les boucles départementales favorisent le partage des informations et des actions entre les groupes d'action certifiés et permettent l'organisation d'initiatives communes à l'échelle d'un département.** La prise de décision s'y fait au consensus et dans le respect du principe d'autonomie des groupes d'action, qui est un principe cardinal de l'organisation de la France insoumise. **En aucun cas les groupes d'action ne peuvent voir leur action entravée par l'existence d'un échelon territorial supérieur en mesure de leur imposer des décisions.** En ce sens, l'organisation repose sur un modèle fédératif plus proche de l'organisation du syndicalisme confédéré que des structures des partis d'avant-garde de la gauche traditionnelle. Là encore les raisons sont plus profondes qu'un simple dispositif organisationnel.

En réalité, une organisation politique a trois problèmes à régler : son programme, sa stratégie et ses candidatures aux élections. En France, la Constitution de la Ve République centralise tous ces processus sur l'élection présidentielle. À son tour, la démarche insoumise a pris appui sur l'élection présidentielle pour remplir ses objectifs. En effet, dès lors que le programme est validé par le vote du suffrage universel et modifié par des procédures internes et parlementaires, dès lors que la stratégie est fixée et sa mise en œuvre tactique gérée par une représentation de l'ensemble des secteurs d'action, **le mouvement peut se concentrer sur l'action.** Celle-ci impose ses exigences : produire de la cohésion et de l'efficacité, du consensus plutôt que du clivage. En ce sens, **la pratique du mouvement est d'abord à vocation collectiviste, à l'image de son projet.**

La France insoumise est également un mouvement « *thématique* », c'est-à-dire structuré en différents groupes relatifs à des centres d'intérêt public thématiques. Ceux-ci correspondent aux livrets publiés durant la campagne de l'élection présidentielle de 2022. Les groupes ne produisent pas seulement des supports écrits. Ce sont aussi des collectifs qui les animent et les font vivre. **Les groupes thématiques sont un élément essentiel de la porosité que la France insoumise recherche avec le reste de la société.** Ils sont le point d'entrée vers le mouvement des associations, des collectifs, des syndicats qui luttent et travaillent sur un même sujet. Couplés avec le maillage territorial des groupes d'action, les groupes thématiques sont la garantie que le mouvement n'est pas replié sur lui-même, mais évolue de façon synchrone avec l'ensemble de la société française.

2 . Les espaces du mouvement

L'organisation nationale de la France insoumise a beaucoup évolué depuis sa création en 2016. L'Assemblée représentative du 10 décembre 2022 a fixé sa structuration actuelle. **Le mouvement est ainsi composé d'espaces qui prennent en charge des tâches nationales dont la réalisation est indispensable pour la bonne vie du mouvement.** Cela va du suivi, du soutien et de l'impulsion des luttes sociales, écologiques et citoyennes à l'analyse des résultats électoraux et la préparation des batailles électorales, en passant par l'appui à l'implication citoyenne par les méthodes de l'éducation populaire. Une mission essentielle incombe à l'Institut La Boétie, fondation insoumise, en charge du travail d'élaboration intellectuelle et du lien avec le monde universitaire, scientifique et culturel en France et à l'international, et à son école de formation. **Chaque « espace » est composé de différents pôles, et est animé par un binôme paritaire désigné en son sein selon des procédures différentes selon les espaces.** Chaque espace est représenté à la Coordination des espaces. Elle-même est animée par un coordinateur national élu en son sein. Ainsi, contrairement à la légende noire inventée sur le sujet, **toute l'organisation est animée par des femmes et des hommes élus selon des modalités choisies par chaque secteur d'action.** La démocratie du mouvement se déploie donc sur un mode inclusif et fédératif.

Au total, l'organisation nationale de la France insoumise est imitée de l'organisation des centrales syndicales avec un croisement de la représentation des structures géographiques et de la représentation sectorielle, en l'occurrence pour la France insoumise des différents champs de bataille à investir. L'Assemblée représentative du mouvement obéit à la même logique : elle croise représentation géographique (un·e insoumis·e tiré·e au sort parmi les animateur·rices de groupes d'action certifiés de chaque département, des Outre-mer et des Français·es de l'étranger), et les animateur·rices des pôles et des espaces du mouvement.

L'organisation actuelle de la France insoumise sera sans doute amenée à évoluer encore, puisque par principe elle ne saurait jamais être figée. L'objectif demeure en toutes circonstances d'être **l'outil le plus efficace qui soit au service d'un programme et d'une stratégie.**



LA FRANCE INSOUMISE : POUR QUOI FAIRE ?

1 . Le programme : clef de voûte de la France insoumise

La forme souple qu'implique la forme mouvement pour la France insoumise est néanmoins fondée autour d'un élément fédérateur, qui réunit l'ensemble des insoumis-es et dans lequel ils et elles doivent tou-tes se reconnaître. Cet élément est **le programme « *L'Avenir en commun* »**. On est insoumis-es d'abord et avant tout parce que l'on partage son programme. Faire du programme la clef de voûte de notre mouvement permet de fédérer des gens issus de traditions politiques différentes : la France insoumise est composée d'anciens membres du PS, du PCF, de courants écologistes, trotskystes, anarchistes, libertaires ou de citoyens se reconnaissant particulièrement dans certaines des propositions portées par le programme. Le caractère fédérateur du programme permet également de réunir des personnes qui se satisfont du programme comme programme de transition, et qui portent par ailleurs des revendications plus poussées que celles portées par « *L'Avenir en commun* ». **Le programme est donc le point d'équilibre de toute la vie interne du mouvement.**

Ce programme vient d'une histoire longue, parallèle à celle qui a fini par donner naissance à la France insoumise en 2016. « *L'Avenir en commun* », dans sa version de 2017, procède du programme du Front de gauche, porté par Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012.

Entre 2012 et 2017, le programme a été amélioré grâce à tout le travail accompli notamment par le PG, avec par exemple les *18 thèses sur l'écocapitalisme*, et par les sommets du Plan B. Ces éléments ont permis de considérablement reformuler la dimension écologique de notre programme, influencé en 2012 par la pression productiviste du PCF, et de formuler, préciser, notre stratégie du plan A (renégocier les traités européens) et du plan B (désobéir pour rompre avec les traités). Une première version du programme a pu ainsi être présentée début 2016, au moment de l'annonce de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Cette version a été ensuite ouverte à contribution jusqu'à l'adoption définitive d'une nouvelle version du programme à la Convention de Lille en octobre 2016. Cette version du programme est celle qui a été portée à l'élection présidentielle de 2017, puis par les candidat·es de la France insoumise aux élections législatives. Tout au long de la campagne, le programme a été approfondi par le biais de livrets thématiques qui sont demeurés une composante essentielle de l'organisation de la France insoumise. Le programme a servi de base de travail aux propositions législatives de notre groupe parlementaire entre 2017 et 2022. En retour, le travail parlementaire est venu régulièrement préciser et actualiser certains points du programme, tant par l'intervention des députés que par le résultat de leurs consultations et actions, comme celles du mouvement insoumis, avec les divers secteurs du mouvement écologiste et social. **Ce travail, fourni pendant cinq ans, a permis de présenter une nouvelle version de « L'Avenir en commun » à l'élection présidentielle.** Elle a été complétée là encore par des livrets thématiques, mais également par des plans précisant notre stratégie et les modalités de nos premiers actes de gouvernement, ainsi que par des éléments de chiffrage plus précis qu'en 2017.

LE PROGRAMME PARTAGÉ DE GOUVERNEMENT DE LA NUPES

Cet encadré vise à revenir sur le travail programmatique qui a été mené lors de la constitution de la NUPES afin de porter ensemble un programme partagé de gouvernement de la NUPES. Lors des discussions avec le PS, le PC, EELV et Génération·s, la France insoumise a affirmé sa volonté que la NUPES ne soit pas un simple accord électoral. Elle s'est donc clairement opposée aux accords se limitant à la préservation des député·es sortant·es et à la formulation d'un manifeste limité à 10 points communs. Le programme partagé de gouvernement de la NUPES est issu en grande partie du programme qui, à gauche, avait réuni l'immense majorité des suffrages, à savoir « L'Avenir en commun. » Avec ses 650 mesures, le programme partagé de la NUPES est très clairement un programme de rupture avec le capitalisme et de transformation en profondeur de la société. Il est la matérialisation de la stratégie initiée en 2008 : fédérer les forces de gauche autour d'un programme de rupture. Le programme partagé de la NUPES engage l'ensemble des organisations signataires et leurs groupes parlementaires. Il est le socle à partir duquel la NUPES peut s'approfondir tant à l'échelle nationale que locale.

La constante de notre travail programmatique est que nous ne repartons jamais d'une page blanche. De même que la France insoumise est un mouvement en évolution permanente, « *L'Avenir en commun* » fait l'objet d'une mise au point permanente. Le travail actuel du groupe parlementaire, les multiples missions d'information et commissions d'enquêtes auxquelles nos députés participent, les réflexions des livrets thématiques, précisent d'ores et déjà le programme, et préparent son actualisation pour l'élection présidentielle de 2027. Certains sujets prennent une importance de plus en plus cruciale depuis l'élection de 2022 qu'il faudra mieux intégrer dans le programme, notamment les questions nouvelles (par exemple, les enjeux relatifs au développement de l'intelligence artificielle), tandis que la réduction de la fenêtre temporelle (passer aux exigences des délais) nous permettant d'éviter la catastrophe écologique nous oblige à renforcer les mesures de rupture avec le capitalisme et d'adaptation aux conséquences du changement climatique. La mise en œuvre de ce programme nécessite évidemment la conquête du pouvoir, et c'est pour répondre à cet objectif que la France insoumise est au service d'une stratégie précise.

2 . Un mouvement au service d'une stratégie : la révolution citoyenne

La stratégie de la France insoumise découle du constat précédemment mentionné que **l'acteur politique clef de notre époque est le peuple**. Cette stratégie est celle de la révolution citoyenne. La France insoumise assume pleinement la dimension révolutionnaire de son action. Elle veut **changer radicalement l'ensemble de nos structures politiques, économiques et sociales**. Elle veut **rompre avec le capitalisme et le productivisme**. Elle veut **réunir les conditions d'une société nouvelle**, qui ne repose plus sur l'exploitation de l'être humain par l'être humain, du vivant et des écosystèmes par l'être humain, mais fondée sur **l'harmonie entre les êtres humains entre eux et avec la nature**. La dimension citoyenne de la stratégie révolutionnaire de la France insoumise signifie que, contrairement à d'autres traditions politiques révolutionnaires, **la conquête du pouvoir doit se faire par la voie électorale et se maintenir par un processus d'auto-contrôle permanent et approfondi**. Néanmoins, la France insoumise ne considère pas que la transformation en profondeur de la société se fera uniquement par la voie des institutions. Au contraire, pour la France insoumise, son action gouvernementale devra entrer en résonance avec l'auto-organisation du peuple qui viendra se doter de ses propres contre-pouvoirs.

Une partie significative de son activité est consacrée à favoriser des dynamiques d'auto-organisation populaire, à soutenir des mobilisations sociales, écologiques ou démocratique ou à participer à des actions de solidarités concrètes, afin d'être utile tout de suite. C'est pour être prêts à répondre à ces différents théâtres de bataille que **la France insoumise est structurée autour d'espaces dédiés à la conquête du pouvoir par les urnes, et d'espaces qui viennent impulser et soutenir les mobilisations de la société en dehors des canaux électoraux.**

La question de la conquête du pouvoir par les urnes pose bien évidemment celle de la construction d'une majorité populaire autour du programme de rupture porté par la France insoumise. **La construction d'une majorité populaire implique d'être facteur de déclenchement des dynamiques d'organisation de la société.** Pour ce faire, il faut partir d'une juste analyse du contexte dans lequel évolue la société. Plusieurs éléments de constat s'imposent. Tout d'abord, la profonde crise dans laquelle est plongé le système politique français : la Ve République est à bout de souffle. Cette crise se traduit par une abstention de plus en plus massive : à l'élection présidentielle, elle était de 16 % en 2007, 20 % en 2012, 22 % en 2017, 26 % en 2022. Il en va de même pour les élections municipales, l'autre élection la plus investie par les Français-es : 32% en 2001, 55% en 2020. Autre élément du décrochage croissant entre la population et le système de la Ve République : il y avait 25 millions de téléspectateurs pour le débat entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand en 1974, sur une population de 54 millions de personnes ; il y avait 15,6 millions de téléspectateurs pour le débat du second tour de la présidentielle entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, sur une population de 68 millions. L'effondrement de la structure bipartite de la vie politique est également extrêmement significatif : l'addition des scores du PS, et l'UMP/LR représentait près de 55 % des voix à l'élection présidentielle de 2007 ; idem en 2012 ; à peine 5% en 2022. **La crise de la Ve République montre qu'il existe une dynamique potentielle dans la société pour passer à une 6e République sur laquelle il est possible de s'appuyer.**

Un autre élément du constat préalable à la constitution d'une majorité populaire est celui de la structuration politique du peuple lui-même, depuis l'élection présidentielle de 2022, en trois blocs de force égale : le bloc libéral (Macron et Péresse réunis) représente 11,4 millions de voix ; le bloc d'extrême-droite (Le Pen et Zemmour réunis), 11,3 millions de voix ; le bloc populaire (formé par Jean-Luc Mélenchon, et les candidats présentés par les autres organisations de gauche), 11,2 millions de voix.

À côté de ces trois blocs se trouve un quatrième, celui des abstentionnistes, composé de 12,8 millions d'inscrits. Cette structuration quadripolaire s'observe également aux élections législatives : 9 millions de voix pour le bloc libéral ; 7,5 millions de voix pour le bloc populaire ; 6 millions de voix pour le bloc de l'extrême-droite. En revanche, le bloc de l'abstention grimpe à 26 millions de personnes à l'occasion de ce scrutin. **Afin de former une majorité populaire, il est donc nécessaire que le bloc populaire s'élargisse aux dépens des trois autres blocs.** Il existe deux possibilités en réalité : soit abandonner le programme de rupture pour tenter de prendre des voix au bloc libéral ; soit orienter l'action de la France insoumise vers le bloc abstentionniste. **La première option doit être résolument écartée** : les urnes ont déjà tranché par deux fois pour dire où les électeurs plaçaient le centre de gravité de la gauche entre la gauche de rupture et celle d'accompagnement ; une grande partie des sondages montrent une aspiration à une transformation radicale de la société² ; l'enquête que nous avons réalisée pour les AMFIS 2021 montrent que la majorité des mesures portées par « *L'Avenir en commun* » sont plébiscitées par une majorité des Français-es³. **Les comparaisons internationales montrent également un recul électoral significatif des forces de ruptures lorsqu'elles décident de se repositionner sur une ligne d'accompagnement**, le cas le plus emblématique étant l'effondrement de *Syriza* aux élections législatives grecques de 2023. Dès lors, **l'unique option** qui s'offre à la France insoumise est de **s'orienter vers le quatrième bloc, celui des abstentionnistes**. Décrocher une partie du bloc abstentionniste pour le faire basculer dans le bloc populaire et ainsi obtenir une majorité ne nécessite pas un effort herculéen. Selon une projection réalisée dans le journal *Le Monde*, il manquait 51 507 voix à la NUPES pour obtenir la majorité relative ; il manquait 393 344 voix pour que la NUPES obtienne la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Sur 20,7 millions de suffrages exprimés, cela représente entre 0,25% et 1,9% du total. **L'effort à fournir pour conquérir une majorité populaire n'est donc pas insurmontable**. Tous nos efforts doivent être orientés pour obtenir notamment une meilleure participation de la jeunesse⁴ et des quartiers populaires. Il y a 48 millions d'électeurs et électrices en France, mais 5,2 millions de non-inscrit-es, et 7,6 millions de mal-inscrit-es.


2. À titre d'exemple : 62% des Français ont une mauvaise opinion du capitalisme ; 70% des Français considèrent que notre modèle économique est incompatible avec la protection de l'environnement et la lutte contre la crise climatique ; 93 % désiraient revoir en partie ou complètement le système économique et sortir du mythe de la croissance infinie ; 59% des Français soutenaient l'action des syndicats pour bloquer le pays contre la réforme des retraites en février.

3. Harris Interactive (juillet 2021) : Test de propositions pour l'élection présidentielle 2022 réalisé pour la France insoumise.

4. À titre d'exemple : 37,7% des 18-24 ans ont voté pour Jean-Luc Mélenchon, mais leur participation était de 11 points inférieure à celle de l'ensemble de la population (66,1% contre 77,1%) ; 42% ont voté pour la NUPES, mais leur participation était de 23,7 points inférieure à celle de l'ensemble de la population (24% contre 47,5%).

Toutes les marges de manœuvres concrètes existent donc pour constituer une majorité populaire autour d'un programme de rupture reposant sur la stratégie de la révolution citoyenne. Telle qu'elle est structurée, en tant que mouvement et non en tant que parti, la France insoumise est l'outil le plus adapté à la mise en œuvre de cette stratégie. Ainsi, nous pourrions répondre aux grandes urgences de notre temps et répondre aux aspirations du peuple.

Un autre monde est possible.



La France insoumise, en tant qu'acteur politique, est un objet nouveau, en constante mutation. La question « Qu'est-ce que la France insoumise ? » se pose donc. Pour y répondre, nous reviendrons d'abord à la genèse de la France insoumise, et aux fondements théoriques qui ont présidé à sa naissance. Ces éléments nous permettront ensuite de comprendre son évolution depuis sa création jusqu'à son organisation actuelle arrêtée par l'Assemblée représentative du 10 décembre 2022. Enfin, nous verrons comment la France insoumise s'est structurée autour d'un programme, pour être utile à la mise en œuvre d'une stratégie : la révolution citoyenne.
